

# **LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU FRONT NATIONAL**



**PERVENCHE BERÈS  
JEAN-YVES CAMUS  
ALEXIS LACROIX**

# **LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU FRONT NATIONAL**

---

**PERVENCHE BERÈS  
JEAN-YVES CAMUS  
ALEXIS LACROIX**

**Pervenche Berès** est députée européenne, présidente de la Délégation socialiste française au Parlement européen et administratrice de la Fondation Jean-Jaurès.

**Jean-Yves Camus** est chercheur, directeur de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès. Il est notamment l'auteur avec Nicolas Lebourg de *Les extrêmes droites en Europe* (Seuil, 2015).

**Alexis Lacroix** est directeur adjoint de la rédaction du journal *Marianne*.

## INTERVENTIONS

### **Pervenche Berès**

Comme présidente de la Délégation socialiste française au Parlement européen, je dispose d'un poste d'observation privilégié du Front national et de ses stratégies à l'international. Lorsque, malheureusement, après les élections de 2014, le Parlement européen s'est trouvé dans une configuration qui préfigurait les résultats des régionales de 2015, nous avons parfaitement conscience qu'il ne s'agissait pas que d'un sondage grandeur nature, mais bien de l'installation d'une forme de tripartisme qui devait changer notre façon de regarder cet adversaire politique qu'est le Front national. En effet, les « eurosceptiques », l'ECR (Conservateurs et réformistes européens) autour des conservateurs britanniques et polonais, l'EFDD (Europe de la liberté et de la démocratie directe) autour de UKIP et du Mouvement cinq étoiles italien, se retrouvaient renforcés, la pratique ayant démontré qu'ils votaient très souvent avec l'ENL (Europe des nations et des libertés), groupe formé au Parlement européen après un an de mandat autour du Front national.

Nous avons aussi la conviction que le Parlement européen allait devenir une scène sur laquelle cette formation politique interviendrait de manière radicalement différente. Jusqu'à présent, Jean-Marie Le Pen, puis sa fille à ses débuts l'avaient utilisé comme une simple tribune, sans en exploiter systématiquement tous les outils. Et, surtout, la structuration dans un maillage européen n'était pas

l'alpha et l'oméga de leur stratégie. Or, aujourd'hui, avec 24 élus en mai 2014, nous assistons à la structuration des relations du Front national avec d'autres formations au sein du Parlement européen et, au-delà, à la structuration de relations politiques avec des partenaires d'une même stratégie, même si cela peut paraître contradictoire de la part d'un parti nationaliste qui *a priori* ne veut pas de coopération avec d'autres. Pendant un an après les élections, les élus du FN n'ont pas réussi à constituer un groupe : il y avait ceux qui ne voulaient pas s'allier avec eux et ceux avec lesquels eux-mêmes ne voulaient pas s'allier. Quand Marine Le Pen a voulu constituer un groupe avec l'eurodéputé britannique Nigel Farage du UKIP, celui-ci a refusé. Par la suite, ce dernier a même refusé qu'elle vienne faire campagne au Royaume-Uni en faveur du Brexit.

Il n'empêche qu'aujourd'hui, le FN s'emploie à rebondir sur ce vote du peuple britannique. De la même manière que, pour Marine Le Pen, mettre un terme aux attentats ne prendrait qu'une journée, la sortie de l'Union européenne serait résolue en six mois. Le Front national dit qu'une fois arrivé au pouvoir, il renégociera tous les accords, et que si cela ne marche pas, il organisera un référendum pour sortir de l'euro, de Schengen et de l'Union européenne. Il faudra, dans les mois qui viennent, surveiller l'évolution de la situation, mais les positions que nous sociaux-démocrates prendrons sur l'affaire du Brexit détermineront beaucoup l'espace laissé au Front national. Marine Le Pen considère que, maintenant que le peuple britannique s'est prononcé pour le retrait, ce retrait doit avoir lieu. D'une certaine manière, nous pensons la même chose, mais pour des raisons exactement inverses. J'étais personnellement pour le maintien dans l'Union européenne du Royaume-Uni. Mais je crois que nous devons faire très attention à ce qu'il n'y ait pas d'ambiguïté sur ce vote. Il y a un risque que l'on cherche

des moyens de contourner ce qu'a été la parole des Britanniques dans ce référendum.

Je vous invite à regarder l'enquête qui vient d'être menée par la Fondation Jean-Jaurès sur le rapport des Français à l'Europe à la suite du Brexit, dans laquelle nous voyons que l'attachement à l'Europe en sort considérablement renforcé. Le Brexit a causé un choc. Pour combien de temps ? Dans quelles conditions ? Je n'en sais rien. Mais, aujourd'hui, la majorité des Français considèrent que ce n'est pas bon pour le Royaume-Uni de sortir et que la France ne doit pas prendre le même chemin. D'autant que, en tant que pays fondateur, pays membre de l'euro, pays membre de Schengen, la France est encore davantage intégrée à l'Union européenne que ne l'est le Royaume-Uni. Les conséquences seraient encore plus redoutables pour notre pays.

Pour éclairer la stratégie de Marine Le Pen, il faut dire un mot sur ses principaux partenaires européens. S'agissant de l'Autriche, il est très intéressant d'observer comment elle s'est rapprochée à la fois de Heinz-Christian Strache, le chef du FPÖ, et de Norbert Hofer, le candidat à la présidentielle. Elle a été quasiment la première à le féliciter lorsqu'il a été qualifié en tête de l'élection au premier tour. Et la première à dénoncer les tricheries, en réalité des irrégularités, qui auraient conduit à la victoire du candidat vert, et à soutenir l'annulation des élections. Alors que les relations étaient très compliquées entre son père et Jörg Haider, aujourd'hui, avec Hofer et Strache émerge au contraire l'idée que l'accès au pouvoir est possible, et que l'Autriche pourrait servir de précédent.

S'agissant de l'Allemagne, quand les élus d'Alternative für Deutschland (AfD) ont été exclus du groupe ECR – le troisième groupe

du Parlement européen –, on a observé un rapprochement entre l'AFD et le Front national. Alexander Gauland, le vice-président, s'est prononcé en faveur d'un rapprochement avec le Front national. Marine Le Pen a toujours cherché à développer l'idée qu'ils appartenaient au même camp. Cela l'a conduite à un certain nombre de réajustements, notamment par rapport à Pediga, le « Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes », mouvement populiste de droite contre « l'immigration islamique » en Allemagne. Plus généralement, la difficulté des rapprochements entre Marine Le Pen et ses alliés à l'échelle européenne est liée au fait que bien qu'il y ait des sujets sur lesquels existent des terrains d'entente assez faciles, en particulier sur les questions d'immigration, les questions économiques et sociales, par exemple celle de l'appartenance à l'euro, sont beaucoup plus épineuses. Le tiraillement interne au parti sur la question socio-économique se reproduit à l'échelle européenne.

En Hongrie, Marine Le Pen a également essayé d'attirer le Jobbik pour constituer un groupe, mais, à l'échelle européenne, c'est Viktor Orbán lui-même qui l'intéresse. Même si le parti d'Orbán est toujours membre du PPE, Marine Le Pen apporte son soutien à beaucoup des éléments stratégiques d'Orbán, que ce soit la dédramatisation de certaines politiques que nous condamnons fermement ou l'idée de la souveraineté des peuples. C'est pourquoi le Front national peut dire que Viktor Orbán protège son peuple de l'immigration de masse, du chômage, de l'insécurité, du terrorisme. Déjà en mai 2015, lors de l'initiative du référendum hongrois sur la question migratoire, le FN avait remercié Viktor Orbán de donner la parole à son peuple et demandé aux autres Européens de s'en inspirer. Pour Marine Le Pen, la scène européenne dépasse les alliés de son groupe constitué.

Ce que je viens de dire à propos des Hongrois, on le retrouve s'agissant des Polonais. Là aussi, le Front national développe des liens très soutenus avec les membres polonais. Le groupe de Marine Le Pen compte deux membres polonais du parti eurosceptique « Congrès pour la nouvelle droite », mais au-delà c'est avec des eurodéputés polonais du groupe ECR que Marine Le Pen tente un rapprochement. Lorsque Beata Szydło, la chef du gouvernement polonais, est venue au Parlement européen pour justifier la stratégie polonaise, demandant la pleine souveraineté en échange du plein soutien des fonds structurels européens, et considérant que nous n'avions rien à dire sur aucune des lois en place – que ce soit sur la question du contrôle des médias publics en Pologne, de la déstabilisation du Tribunal constitutionnel – et dénonçant toutes nos réflexions à ce propos comme des ingérences et une attitude arrogante de l'Union européenne, elle a trouvé le soutien des élus du Front national.

Nous devons observer de très près l'intégralité de ce panorama pour comprendre quels sont les ressorts sur lesquels nous devons agir, étant entendu que, pour notre part – je parle en tant que responsable socialiste française et européenne –, nous devons maintenir la pression sur ce qui se passe en Slovaquie. Quand Robert Fico dénonce l'accord sur la relocalisation des réfugiés et veut saisir la Cour de justice, je crois que l'action que nous menons pour demander sa suspension de la famille sociale-démocrate doit être inlassablement poursuivie. Même si, pour l'instant, cette position ne l'a pas emporté dans la grande famille sociale-démocrate européenne, nous devons poursuivre dans cette voie si nous voulons pouvoir dénoncer de manière cohérente une dérive extrêmement dangereuse à la droite et à l'extrême droite du spectre politique européen.

### **Alexis Lacroix**

Entre la manière dont le Front national s'empare de la question européenne pour la tourner à ses fins et la façon dont il noue des alliances au plan international, on va retrouver un point commun qui est un certain fixisme dans la représentation des peuples.

### **Jean-Yves Camus**

L'idée de la permanence à travers les âges d'une essence de la Nation et, partant de là, d'une essence des peuples, existe effectivement au Front national et chez un certain nombre de ses homologues européens, mais avec des variantes. Nous ne sommes plus en 1997 où Bruno Mégret déclarait que la structure ethnique du peuple français n'avait pas changé depuis 3 500 ans – une époque où les historiens ne peuvent pas dire avec précision à quoi ressemblait, physiquement, culturellement, linguistiquement, un « Français ».

Ce qui distingue les progressistes de leurs adversaires, c'est le fait qu'ils pensent que les peuples ne sont pas une construction fixe, mais quelque chose en perpétuel devenir et qui bouge avec le temps. La difficulté est qu'on ne peut pas non plus gommer les permanences. Si les peuples ne sont pas un objet fixe, les personnes qui les constituent ont tout de même un certain nombre de caractéristiques, s'inscrivent dans un territoire, parlent une langue. Il existe incontestablement des traits culturels nationaux que la mondialisation est peut-être en train de gommer mais qui n'en ont pas moins marqué l'histoire.

Il existe enfin un certain nombre de caractéristiques qui perdurent, qui sont les caractéristiques géopolitiques : ce sont celles que le Front national met particulièrement en avant. Je voudrais insister sur cette notion de « géopolitique », qui est tout autre chose que les « relations internationales ». « Relations internationales » est un terme contesté, dans la mesure où il renvoie à une fluidité des rapports entre les États qui ferait fi des permanences historiques et donc de ce que le Front national considère comme deux déterminants primordiaux, la géopolitique et ce qui en découle en partie, l'intérêt national. La géopolitique veut que chaque peuple s'inscrive dans un espace national, qui lui-même s'inscrit dans un espace géographique dont bien sûr, il n'est pas maître.

### **Alexis Lacroix**

Il y a un abcès de fixation depuis longtemps de la part du Front national – et c'était déjà le cas dans les formes antérieures du nationalisme français –, qui est l'Allemagne. La germanophobie est une des composantes du Front national d'aujourd'hui.

### **Pervenche Berès**

Justement, la façon dont le Front national développe une relation particulière avec l'Autriche et avec certains Allemands est très intéressante. À l'antigermanisme primaire a succédé une relation quasi fraternelle avec l'Autriche.

### Jean-Yves Camus

Certes, mais la relation à l'Autriche est particulière en ce que l'Autriche, avant d'être une république, a été un empire, et que cet empire était différent de l'Empire allemand. D'une certaine manière, l'Autriche-Hongrie n'a cessé d'être un modèle, un idéal-type de centralisation du pouvoir (à Vienne puis, avec la monarchie bicéphale, à Vienne et Budapest) mais aussi d'extrême respect des particularismes collectifs et locaux. Le problème est plutôt celui du rapport de l'Autriche avec le pangermanisme. Le fait que Jörg Haider ait dit en son temps que l'Autriche était une « fausse couche historique » ne signifie pas que les Autrichiens se reconnaissent dans le modèle prussien mais qu'ils sont culturellement et ethniquement des Allemands et, en outre, le sentiment national autrichien existe au sein du FPÖ. Donc l'antigermanisme ne me paraît pas être le trait structurant. J'en dénombre deux.

Le premier trait structurant est cette idée selon laquelle aucun échelon de pouvoir n'est légitime qui soit supérieur à celui des États-nations. Ce n'est pas uniquement la construction de l'Union européenne qui est mise en cause, mais toute forme de supranationalité, qu'elle s'incarne dans l'OTAN ou l'ONU, dont le Front national nous explique qu'elle est une création américaine chargée de mettre en musique un monde unipolaire, ou encore la Banque mondiale et le Fonds monétaire international... Tout ce qui peut dépasser l'échelon proprement national constitue une violation de souveraineté.

### Alexis Lacroix

Et les principes, les universaux, les droits de l'homme, etc. sont considérés au fond comme des ingérences...

### Jean-Yves Camus

Ils sont effectivement considérés comme tels. Mais, là aussi, il faut savoir garder la réflexion à équidistance : ce n'est pas parce qu'on est hostile à cette position-là qu'on doit nécessairement penser que le droit d'ingérence est une merveilleuse innovation du XX<sup>e</sup> siècle ! C'est ma position personnelle. Il y a aussi matière à critique dans l'intervention en Libye, dans la manière dont a été conduite la première guerre du Golfe... Ce refus de la politique d'ingérence est motivé par un très grand scepticisme vis-à-vis de ce que certains appellent l'« idéologie des droits de l'homme ». Si l'on veut véritablement aller à la source, ce qui est contesté au FN, c'est l'ordre du monde tel qu'il a été élaboré après 1945. De ce point de vue, on peut effectivement parler de transformation du Front national depuis 2011 car cette contestation ne se fait plus avec le langage et les références de Jean-Marie Le Pen sur la Seconde Guerre mondiale.

Le deuxième fait est le fait géopolitique, qui consiste à expliquer qu'une nation a des intérêts qui priment sur les sentiments et les principes, et qui sont dictés en bonne partie par où elle se situe. Personnellement, je ne suis pas mécaniste, dans le sens où je ne pense pas que la seule position géographique d'un pays détermine la manière dont il doit se comporter en politique étrangère. Il n'en reste pas moins qu'un certain nombre de sujets qui sont abordés par le Front national

et par l'école de pensée dite « réaliste », celle des partisans du monde multipolaire, sont à regarder de près. Nous avons par exemple l'impression que cette « Eurasie » dont nous parle le Front national et ses alliés constitue une divagation idéologique de Jean-Marie Le Pen et de sa fille, mais ce n'est pas tout à fait le cas.

Quand on voyage à la limite de la Russie d'Europe et de la Russie d'Asie, ou quand on est immédiatement au-delà de la ligne de l'Oural, on comprend qu'on est à la fois dans une région où la culture européenne est extrêmement prégnante, mais en même temps à une charnière où ce qui se passe, les gens que vous rencontrez, les langues que vous entendez, tiennent autant de l'Asie que de l'Europe. Objectivement, vous êtes bel et bien en Russie, et ce qui détermine le mode de vie de la population est en bonne partie européen. Toutefois, sauf à être dans le déni complet, vous vous apercevez assez rapidement que ce qui se passe en Turquie, à Bakou et Erevan, à Pékin, à Oulan-Bator ou en Afghanistan a beaucoup plus d'incidence sur le quotidien et sur l'avenir de la zone que ce qui se passe en Europe. Cela m'amène à dire qu'on n'a pas assez conscience, dans une partie de l'Europe, de combien notre position géostratégique est, au sens littéral du terme, marginale. Dans l'ouest de la France, comme en Écosse, en Cornouailles, au Portugal, nous sommes aux confins de l'Europe. À la limite de l'Allemagne et de la Pologne, à Berlin, nous sommes au cœur de l'Europe. À Moscou, on est à la limite de l'Europe. On peut placer cette limite un peu plus loin. Il faut donc repenser la manière dont on voit cette Europe et son centre de gravité. Il s'est déplacé depuis la chute du mur de Berlin, mais la pensée de notre vision de la politique étrangère française ne s'est pas déplacée en conséquence.

L'idée centrale du Front national est de dire : nous sommes ce que la géographie fait de nous. C'est une sorte de déterminisme géographique. Et ce n'est pas parce que nous ne sommes pas déterministes qu'il faut ignorer la grande distinction que cette famille politique opère, à la suite de Mackinder, de Haushofer, de Schmitt, entre les puissances thalassocratiques et les puissances de la terre. Les puissances de la mer sont celles dont la majorité de la façade extérieure est maritime et qui, par nécessité, sont naturellement tournées vers le fait d'aller chercher à l'extérieur, y compris sur le continent qui est juste en face (qui peut être l'Asie, vu de Vancouver ou San Francisco !), le débouché de leur puissance politique et économique.

### **Alexis Lacroix**

Cela s'inscrit dans une géopolitique un peu fixiste qui pense que le monde anglo-saxon est le cœur du monde thalassocratique et constitue un danger pour l'Occident.

### **Jean-Yves Camus**

Oui, mais c'est aussi cette phrase de Churchill au général de Gaulle : « Entre l'Europe et le grand large, nous choisirions toujours le grand large. » On l'entend en boucle au FN depuis le Brexit. Or cette phrase ne traduit pas une pensée d'extrême droite, c'est celle d'un homme politique britannique qui a conscience de ce qu'a été le passé de la nation britannique et de l'empire. Il ne s'agit donc pas uniquement de regarder la pensée géopolitique du Front national et

de cette famille comme une lubie ; il y a une pensée géopolitique derrière qui, bien qu'elle soit contestable, n'est pas absurde.

### **Alexis Lacroix**

Si nous essayons d'élargir la focale, comment le monde arabe, l'Afrique par exemple, sont-ils pris en charge par cette géopolitique dont vous venez de nous tracer les grands traits structurants ?

### **Jean-Yves Camus**

Pour terminer sur la Russie, je crois qu'il est fondamental de comprendre qu'on a inversé le lien de causalité qui existe entre les questions de financement du FN dont on a beaucoup parlé ces dernières années et le soutien du Front national à la Russie et à la politique du président Poutine. Ce n'est pas parce que le Front national va emprunter auprès d'une banque dont les capitaux sont majoritairement russes, et peut-être reçoit effectivement d'autres aides financières russes, qu'il prend le parti de la Russie. C'est parce qu'il considère que le projet idéologique et sociétal du gouvernement Poutine est conforme à ce que lui-même aimerait instaurer qu'il se trouve plutôt bien vu – et là, je suis extrêmement prudent – par une partie des cercles du pouvoir russe. C'est pourquoi il peut trouver une aide qui lui fait défaut ailleurs. Mais ça n'est pas une histoire de vénalité ; c'est une histoire de projet sociétal.

Les relations franco-russes ont une histoire plus large que la période post-1945. La seule réminiscence historique qui pourrait tirer

l'extrême droite vers la Russie est la période de l'émigration contre-révolutionnaire et de la Restauration. On a peu étudié comment, dans l'émigration d'après 1789, la Russie impériale est le pays où ceux qui s'installent trouvent autre chose que le mépris dont la Grande-Bretagne les abreuve. Le roi d'Angleterre, à l'époque, oblige le futur Louis XVIII à s'installer dans un château loin de Londres et fait l'aumône aux émigrés. En Russie, ceux-ci retrouvent une place et souvent même leur position sociale s'améliore par rapport à ce qu'elle était dans la société française. Vous avez des gens à la tête de corps d'armées, des titulaires d'un gouvernement qui occupent des charges importantes à la cour.

Pour ce qui concerne le monde arabe, le programme du Front national est extrêmement peu innovant. Il consiste à rappeler que la France doit continuer à avoir une grande politique arabe que nous aurions évidemment bradée – à la lecture de son programme, on se demande ce qu'on n'a pas bradé. Et qu'il faut avoir à la fois un droit à l'existence et à la sécurité d'Israël, et un droit à l'existence d'un État palestinien, bref, une grande politique d'équilibre dans laquelle la France serait une sorte de puissance médiatrice qui réussirait à résoudre de sa propre initiative l'ensemble des crises qui existent dans la région, comme si l'Union européenne ou les États-Unis n'avaient pas essayé... Vous avez donc une position assez strictement néogaulliste : la politique arabe de la France dans sa continuité.

### **Alexis Lacroix**

On pourrait évoquer ici l'évolution d'Aymeric Chauprade, ancien conseiller de Marine Le Pen pour les relations internationales,

qui, partant d'une position strictement pro-arabe, est allé dans la direction de plus de compréhension envers la politique d'autodéfense de l'État d'Israël.

### Jean-Yves Camus

Dans un texte publié en août 2014 qui est resté fameux, Aymeric Chauprade, qui aujourd'hui n'est plus au FN, tentait de faire prendre au Front national un tournant inédit. Il consistait notamment à expliquer qu'Israël était une nation occidentale en lutte contre l'islamisme. C'est une idée extrêmement ancienne qu'on voit émerger dès les années 1950 dans cette famille politique qui, en gros, se divise en deux. D'un côté, ceux qui pensent que la création de l'État d'Israël est un acte illégitime et que cette greffe artificielle est vouée à disparaître – position dans laquelle on retrouve les restes d'un antisémitisme assez mal digéré. De l'autre, la position inverse qui consiste à dire, dans le contexte du conflit algérien : Israël est effectivement la tête de pont de l'Occident et essaie d'éviter que cette région soit phagocytée à la fois par l'URSS et les partis arabes nationalistes qui lui sont alliés, et puis par – on ne parlait pas à l'époque d'« islamisme » – une forme de fanatisme religieux qui ne manquera pas un jour ou l'autre de nous exploser à la figure. Je rappelle que, dans les années 1830 – j'ai relu récemment les textes de Louis Veuillot sur l'expédition d'Alger –, on trouve déjà la justification de la conquête de l'Algérie par le caractère intrinsèquement fanatique de la religion locale, qui déjà se manifestait par la captivité chez les Barbaresques et l'esclavage et le statut de dhimmi des Juifs. C'est déjà au nom de la civilisation chrétienne contre la barbarie musulmane que l'expédition d'Alger se trouve légitimée.

Mais, pour le reste, dans cette politique dite arabe, il n'y a pas grand-chose de nouveau. Elle est plutôt objet de débats au plan interne, parce que, derrière la position du Front national vis-à-vis de l'État palestinien, d'Israël, du règlement des conflits au Moyen-Orient, il y a cette tentative, qui participe de la volonté de normalisation, de rompre avec toutes les vieilles lubies antisémites et antisionistes de l'extrême droite. La question est de savoir, quand on descend dans les différentes strates de la militance, jusqu'à quel point ce discours-là est majoritaire. D'une part, à cause de la disparition de toute une génération de militants, d'autre part du fait de la montée de l'islam radical, les thématiques antisionistes dures sont réduites à peu de chose. Les positions individuelles de ce genre sont de plus en plus sanctionnées.

Quant à l'Afrique, la position du Front national est assez curieuse : selon lui, finalement, « les Africains vont comprendre, aussi bien ceux qui vivent en France que ceux qui vivent sur le continent africain, que nous défendons une position qui n'est pas si éloignée de la leur, consistant à dire que charbonnier est maître chez soi ». Ou encore : « Nous Français pensons que l'échelon de souveraineté décisionnel, c'est l'État-nation France, et les Congolais sont sans doute assez désireux que personne ne vienne s'ingérer dans leurs affaires, et les Camerounais pareil, etc. »

Sauf que, quand on lit bien le programme, il se confronte à la réalité pratique. Autrement dit, les prises de position assez répétées d'une partie de l'équipe frontiste en faveur de tel candidat à telle élection africaine, en faveur de tel parti politique contre tel autre constituent mine de rien une forme d'ingérence. On ne peut pas prendre parti, quand on est un parti politique français quel qu'il soit,

pour un candidat à l'élection présidentielle ou pour une faction dans un autre pays contre un autre, je pense notamment au conflit civil ivoirien. Si ce sont les affaires de la Côte d'Ivoire par exemple, laissons les Ivoiriens décider.

Deuxièmement, le Front national reste dans une optique assez classique d'inversion des flux migratoires. Bien sûr, ça n'est plus un objectif assumé depuis 2011. On ne voit plus les autocollants des années 1990 qui montraient un Boeing en train de décoller, avec le slogan : « Quand nous arriverons, ils partiront ». Mais, quand on regarde le programme à la loupe, on lit notamment une certaine phrase qui explique qu'il y a des catégories de population qui seront amenées à quitter le territoire : les étrangers en situation irrégulière, mais aussi les étrangers en situation régulière qui seraient au chômage depuis un an ou plus. Ils ont vocation, nous dit le projet présidentiel de Marine Le Pen, à être si j'ose dire marchandés avec les « pays d'origine » au terme d'une sorte d'accord gagnant-gagnant qui verrait la France accorder à ces pays-là une aide au développement en contrepartie du fait qu'ils reprennent leurs ressortissants.

### **Alexis Lacroix**

Géopolitique contre géopolitique, quelle devrait être la géographie politisée à laquelle le parti socialiste devrait réfléchir pour être un adversaire intelligent de la géopolitique frontiste ?

### **Jean-Yves Camus**

J'attache une importance, pour ma part, au fait de comprendre le tropisme russe. Je pense en effet qu'il a été mal saisi par la multiplication des articles qui ont insisté sur la dimension financière de l'attraction et qui n'ont pas perçu cette idée fondamentale selon laquelle l'Occident serait en décadence et la Russie le conservatoire de tout ce qui est en train de se déliter ici. Il y a une fascination d'abord pour tout ce qui conteste l'hégémonie américaine. Il y a aussi la fascination pour ceux qui essaient de faire vaciller l'ordre des puissants. C'est un cas assez unique dans la politique française, puisque le Front national est la seule formation politique dont le volontarisme va jusqu'à expliquer qu'on peut aller contre l'ordre du monde, qu'on peut changer les hiérarchies sociales, qu'on peut changer les lois du marché... C'est un levier extrêmement puissant dans tous les domaines, celui de la politique étrangère mais aussi celui de la situation économique et sociale. Il peut permettre à la France à la fois de dénouer les conflits sur lesquels tout le monde s'est cassé les dents depuis soixante-dix ans, de remonter dans le temps, de bousculer les institutions internationales les plus établies. Si on ne voit pas que le FN est vu comme le seul qui ne nous explique pas qu'il y a une pente naturelle à l'évolution du monde, on ne comprend pas le vote Front national. Et cette dimension de trublion du jeu existe dans tous les domaines, pas simplement dans celui des relations internationales.

### **Pervenche Berès**

Je note tout de même qu'il y a un sujet d'une très grande actualité sur lequel on n'a pas entendu le Front national, c'est la loi

El Khomri. Cela démontre que sur les questions économiques et sociales il est dans le brouillard. Derrière cette question se cache aussi celle sur l'euro, sur laquelle le FN fait du yo-yo. L'eurodéputé Louis Aliot par exemple s'était affranchi à plusieurs reprises de la position officielle en faveur de la sortie de la monnaie unique. Plusieurs responsables FN ont compris, comme le démontre l'enquête de la Fondation Jean-Jaurès, que proposer la sortie de l'euro positionnait le parti en dessous du plafond de verre, puisque les Français sont attachés à l'euro. Le séminaire interne du Front national en février dernier avait été initié notamment pour clarifier la ligne du parti sur cette question de la sortie de la France de l'euro ; cela aura été un coup d'épée dans l'eau.

### **Alexis Lacroix**

Comment est-ce qu'on riposte, d'après vous, à ce volontarisme généralisé ou exacerbé du Front national ?

### **Pervenche Berès**

Je ne sais pas si s'allier avec la Russie, c'est résister à l'ordre du monde... C'est aussi renvoyer à une forme de conservatisme. Il y a une forme de nostalgie absolue, de regard en arrière. Le ressort sur lequel la Russie joue par rapport à l'Occident et à ces dérives auxquelles nous aurait conduits la mondialisation s'appuie sur la chrétienté. Je trouve qu'il y a de la part de Poutine et des Russes une volonté d'apparaître comme les grands défenseurs des chrétiens d'Occident.

### **Jean-Yves Camus**

Dans la Russie d'aujourd'hui, vous avez effectivement un renouveau de l'Église orthodoxe. En même temps, c'est aussi un effet de rattrapage ; quand vous êtes persécuté pendant soixante-dix ans, il est assez normal que vous essayiez de rattraper le terrain perdu.

### **Pervenche Berès**

Pour répondre à votre question, que voulons-nous, nous sociaux-démocrates, puisqu'on ne partage pas cette approche de la question européenne ? Quel rapport au monde voulons-nous organiser ? Je reste convaincue que la question européenne est à revisiter, à restructurer, à refonder, à réorienter. C'est fondamentalement ce que refuse Marine Le Pen, avec une manifestation grandeur nature de l'impasse dans laquelle elle propose d'emmener les Français. Boris Johnson a beau avoir été récupéré par la manche par Theresa May, le fait que ceux, lui ou Nigel Farage, qui ont initié un référendum – je ne vais pas dire suicidaire, parce que le mot serait sans doute excessif, mais qui va contre tous les intérêts d'une nation – démissionnent dès le lendemain apporte naturellement la réponse à la question que vous posiez.

### **Jean-Yves Camus**

C'est logiciel européen contre logiciel européen. Il ne faut pas croire que le Front national n'a pas d'idée de l'Europe !

### **Pervenche Berès**

Il dit : « Je ne suis pas contre l'Europe, je suis contre l'Union européenne. »

### **Jean-Yves Camus**

Il y a un personnage qu'on a oublié dans cette histoire, c'est Otto de Habsbourg. Dans la dernière salle du palais de Schönbrunn à Vienne, c'est le petit garçon qu'on voit sur le film qui est projeté montrant les obsèques de l'empereur François-Joseph. Otto de Habsbourg est mort pratiquement centenaire, il y a quelques années. Inutile de vous dire que c'était un homme de la longue mémoire européenne. Il avait le projet d'une Europe des nations dont l'Union paneuropéenne à son départ n'était pas extrêmement éloignée, l'idée d'une Europe civilisationnelle dont les racines chrétiennes étaient absolument assumées et qui reposait sur une politique de confrontation des valeurs.

D'une certaine manière, c'est peut-être ce que le Front national *new look* souhaite avoir au final. Sachant qu'au sein de l'Union paneuropéenne – qui existe toujours –, il y avait dans les années 1930 une grande divergence entre la section allemande et celles du reste de l'Europe, qui portait sur le fait de savoir si l'on était ou non alliés aux Russes blancs contre le régime communiste ou si l'on partait du principe que le régime communiste n'était qu'une émanation nécessairement temporaire de la « permanence » russe. Les Européens, tous, étaient partisans de s'allier aux Russes blancs ; ce sont les Allemands, notamment les Allemands liés au mouvement de la

révolution conservatrice, qui disaient que tout cela passerait. C'est un chemin qu'on retrouve...

### **Alexis Lacroix**

On n'a pas encore évoqué les États-Unis. Or il me semble que, depuis quelque temps, à la faveur de la précampagne de Donald Trump, il y ait un intérêt des cadres du Front national pour ce que serait une Amérique sous la férule de Trump.

### **Jean-Yves Camus**

D'abord, le fait qu'ils trouvent des vertus à Trump prouve à mon avis qu'ils ne connaissent pas beaucoup l'histoire du conservatisme américain. Parce que, dès le début des primaires, une bonne partie de ceux vers qui Jean-Marie Le Pen lorgnait du temps où il était aux commandes, les conservateurs américains classiques, qu'on retrouve notamment dans la *National Review*, ont été les premiers à prendre des positions au lance-flammes contre Donald Trump. C'est quelque chose qui est passé totalement inaperçu en France.

Mais la vertu qu'ils trouvent à Trump est très éclairante sur les ambiguïtés du FN. Celui-ci l'aime parce qu'il est populiste. Or Donald Trump est un populiste qui exprime, non pas les aspirations de la *working class* américaine, mais celles d'une classe moyenne qui essaie, en s'orientant vers lui, de préserver les avantages qu'elle a acquis sur ceux qui sont plus marginalisés qu'elle, les Blancs compris. Trump n'est pas un *self-made-man*, c'est une imposture colossale.

### **Alexis Lacroix**

N'y a-t-il pas un autre aspect qui plaît aux frontistes ? Le refus de toute forme de politique d'ingérence, de toute forme de générosité internationaliste ? L'aboutissement d'une tradition isolationniste qui a toujours existé dans la droite américaine et qui parle au Front national parce qu'il reconnaît le miroir de ce qu'il ferait s'il était en responsabilité ?

### **Jean-Yves Camus**

C'est plus compliqué que cela parce que les isolationnistes américains – enfin, ceux qu'on appelle les paléo-conservateurs – ne sont pas des partisans de Donald Trump. De plus, l'Amérique profonde, même l'Amérique conservatrice, reste sur un fondamental absolu qui est : ce pays est un pays d'immigrants. Or, la question que pose Trump aujourd'hui est de savoir si l'on doit trier parmi les immigrants. En cela, il est en rupture avec la tradition conservatrice.

### **Alexis Lacroix**

Qui conseille le Front national en matière de géopolitique, de relations internationales ? On parle beaucoup de ces hauts fonctionnaires qui, restant cachés ou masqués, l'auraient rejoint ; est-ce vrai ?

### **Jean-Yves Camus**

Tout d'abord, il n'y a pas la même force de frappe dans les groupes de travail du Front national que dans ceux du parti socialiste ou des Républicains. Ensuite, il y a, ou il y a eu plus exactement, au Front national des gens qui n'étaient pas dépourvus d'expérience internationale – c'était le cas d'Aymeric Chauprade. C'était le cas également de Paul-Marie Coûteaux, qui a été chef de cabinet de Boutros Boutros-Ghali quand il était secrétaire général de l'ONU et qui est un diplomate de carrière capable d'élaborer une note diplomatique. Il y a sans doute d'autres spécialistes, des fonctionnaires dont les sympathies les poussent à donner tel ou tel conseil.

Mais l'essentiel est que ce n'est pas sur ce ressort-là que le Front national se construit. Il est prisonnier d'une double contrainte : amener de l'expertise tout en ne faisant pas primer l'expertise des technocrates par rapport à l'idéologie. C'est pour cette raison que le Front national n'a pas besoin d'une commission Affaires étrangères, elle-même subdivisée en une commission Europe, une commission Asie, une commission Russie, etc. Et, compte tenu de la part que la politique étrangère tient dans le déterminant du vote de nos compatriotes, qui est extrêmement faible aussi bien chez les électeurs du Front national que chez ceux des autres partis, ça n'a pas grande importance.

### **Pervenche Berès**

C'est vrai que, dans le déterminant du vote des Français, la politique étrangère n'a pas toujours une grande place. Mais, l'année

prochaine, une question intéressante va s'inviter dans la campagne présidentielle, celle du traité transatlantique, le fameux TAFTA. Le Front national va être radicalement contre, ce qui va le mettre en contradiction avec nombre de ses positions ultralibérales sur des questions de politique économique intérieure, et surtout en désaccord avec certains de ses partenaires européens, y compris autrichiens, plutôt allants et cherchant à continuer à bénéficier des bienfaits d'une mondialisation dite « régulière ».

Sur la question du groupe au Parlement européen et de son organisation, il y a entre vingt et vingt-quatre membres, tout dépend comment on les compte : en fonction de qui a été élu sur les listes Front national ou de qui est aujourd'hui effectivement membre du groupe ENL. Quoi qu'il en soit, ils sont suffisamment nombreux pour être présents dans toutes les commissions, contrairement à autrefois. Je ne vais pas tous les citer, mais vous donner quelques exemples significatifs traduisant la stratégie de présence. En commission Affaires étrangères, ils ont Jean-Luc Schaffhauser, extrêmement présent sur la question des relations avec la Russie. Marie-Christine Arnautu est membre de la commission Transport, où l'on traite aussi des travailleurs détachés, de *dumping* social, de cabotage, des sujets sur lesquelles le FN est très présent. Nicolas Bay n'est pas très présent en commission, contrairement à Dominique Bilde, qui maîtrise parfaitement les procédures législatives pour défendre le bien-être animal ou Mireille d'Ornano et Sylvie Goddyn, particulièrement engagées dans la commission Environnement dès qu'il y a un sujet un peu sensible : glyphosate, OGM... Elles ont des équipes spécialisées et sont souvent les premières à ouvrir un sujet. Marine Le Pen n'est pas très présente en commission, mais elle l'est beaucoup en plénière et parle en tant que présidente de groupe et membre de la commission Commerce

international, ce qui, dans la perspective du TAFTA, est une commission aux retombées médiatiques non négligeables. Dominique Martin s'est illustré en commission Emploi en voulant remettre toutes les femmes au foyer pour favoriser la natalité des Européens. Quant à moi, je vois Bernard Monot quasiment à toutes les réunions de la commission économique et monétaire. Il a des questions écrites, préparées, qu'il relaye ensuite sur le site du Front national à partir des enregistrements produits depuis le Parlement européen. Je vous en ai épargné quelques-uns, mais vous voyez qu'ils couvrent un spectre assez large.

De même, sur la francophonie, le Parlement européen sert, plus encore que de laboratoire, de véritable boîte à outils pour mettre en œuvre la stratégie du Front national. J'en veux pour preuve le collectif « Mer et francophonie », rattaché au rassemblement Bleu Marine, qui fait de la mer et de la francophonie des piliers de la protection et de la promotion de la France dans le monde, en opposition à une Union européenne jugée étriquée. C'est un ancien assistant de Dominique Bilde qui assure la présidence de ce collectif. Marine Le Pen se sert aussi de son mandat européen pour essayer de développer sa propagande ou rallier à sa cause. C'est ainsi qu'elle s'est inscrite dans une visite de la commission Commerce international au Canada – où elle a fait très attention de voyager sur ses deniers personnels pour que l'on ne puisse pas lui reprocher d'avoir utilisé cette visite du Parlement européen pour faire de la politique au service de son parti.

### Alexis Lacroix

Pour revenir sur le Brexit, il ne peut y avoir de réponse au Front national qu'à partir d'une précision de la position des sociaux-démocrates.

### Jean-Yves Camus

Je n'exprimerai pas ma position sur le Brexit parce que je ne suis pas citoyen britannique et que je laisse les principaux intéressés exprimer leur vote. Je crois que ce serait un très mauvais service à rendre à la grande famille de la gauche que de chercher à contourner ce vote. On a un *timing* assez particulier dû la campagne présidentielle française. Tout ce qui pourra être exploité par le Front national comme étant un déni de démocratie et un *remake* de ce qui s'est passé en France après le référendum de 2005 sera impitoyablement utilisé et nous reviendra, impitoyablement, comme un boomerang. C'est pourquoi la position du président de la République m'a semblé extrêmement claire, lorsqu'il a dit que, puisque ce vote existe et qu'il est démocratique, il faut maintenant en prendre acte. Non seulement en prendre acte, mais échafauder un scénario de sortie la plus rapide possible, de façon à ce que chacun puisse voir comment les choses se passent lorsqu'on décide de divorcer à l'amiable d'avec l'Union européenne. Je crois que la clarté et la prudence politique sont là. Ensuite, les Britanniques s'y retrouveront ou ne s'y retrouveront pas.

La conclusion générale est assez brève. D'abord, on a un parti qui est beaucoup plus présent, en tout cas au Parlement européen, qu'il ne l'était à l'époque de Jean-Marie Le Pen. Peut-être pas

beaucoup plus présent – je n'ai pas fait un calcul du temps de parole en séance plénière – en matière de capacité à attirer les projecteurs, peut-être pas plus présent en déclarations solennelles, mais en tout cas plus présent sur le travail de commission, un travail plus sérieux et plus axé sur le long terme que les *clashes* de séance plénière que Jean-Marie Le Pen affectionnait. Ensuite, on a un parti qui, sur la question de l'Europe, est assez solide. Il faut mentionner aussi la question du souverainisme qui sera, avec la question de l'identité, l'un des deux grands sujets sur lesquels la recomposition de la droite risque de se faire. Elle ne s'est pas faite en 2012 parce que la défaite de Nicolas Sarkozy n'était pas selon moi assez large pour que ce qu'était alors l'UMP implose et qu'on assiste à une grande recomposition. Mais, dans le cas où la droite revenue au pouvoir ne tiendrait pas ses promesses ou dans le cas où elle serait battue, je crois que, là, on peut vraiment s'attendre à ce que les cartes soient rebattues.

C'est là qu'on rejoint, ce sera le mot de la fin, le phénomène Orbán et le phénomène polonais. Il y a aujourd'hui une compétition à l'intérieur de l'ensemble des droites européennes pour ce leadership que les libéraux et les conservateurs assument depuis 1945. La famille des droites nationalistes et des droites radicales a été depuis 1945 ce qu'on appelle en anglais l'« *underdog* », c'est-à-dire celui qui ne court pas en tête, l'outsider. Elle a été marginalisée, elle a subi l'ostracisme de cette période de l'histoire européenne allant de 1922 à 1945, mais elle est en train de changer la donne. D'une part, en abandonnant de plus en plus le référentiel de l'extrême droite classique, du fascisme, de l'antisémitisme obsessionnel, etc. Si j'ose dire, elle fait un pas vers le recentrage en même temps qu'une bonne partie de la droite traditionnelle fait un pas vers la droite, considérant qu'il est temps d'en finir avec une droite qui n'assume pas ses fondamentaux. En France,

on constate que la droite après 1945 n'a pratiquement jamais utilisé le terme de « droite » ; ils sont le Parti républicain de la liberté, le Centre national des indépendants et paysans, l'Union pour la défense de la République ou les Républicains indépendants, ils ont beaucoup de noms, mais ne s'appellent pas la droite. C'est autour de cela que cette grande famille va se recomposer dans les années à venir, sans doute avec un modèle hungaro-polonais qui va faire son chemin. Je crois qu'on peut assister demain à la naissance d'une Europe dans laquelle un certain nombre des idées-phares que défend aujourd'hui le Front national seront des pratiques de gouvernement.

### **Pervenche Berès**

Je reviens sur le Brexit et sa signification. Jean-Yves Camus a fait référence à une clarification possible dans le camp des libéraux et des conservateurs, ce qu'on observe effectivement en Pologne, en Autriche ou en Hongrie en premier lieu, où l'on voit les passerelles se créer avec le Front national. Pour mieux comprendre ces passerelles, il faut analyser le pourquoi du référendum au Royaume-Uni. Je pense que l'on a été un peu simplistes en se contentant de la première explication d'un Cameron voulant clarifier les choses au sein de son camp et se débarrasser des eurosceptiques. Une autre lecture est possible, qui conduit à penser que son objectif avait aussi une forte dimension de politique intérieure, peut-être piloté par George Osborne, qui était la volonté d'asseoir, de rasseoir, pour longtemps la mainmise d'un pouvoir conservateur sur le Royaume-Uni. Il suffit de regarder ce qu'ils ont fait sur la période : ils ont massacré leurs alliés libéraux et démocrates, ils ont posé la question qui pouvait le plus diviser le parti travailliste, et qui a d'ailleurs fait disparaître le parti

travailliste en Écosse. Cela en dit long sur le conservatisme et sur la lutte d'influence et de pouvoir qui s'est jouée derrière ce référendum.

Sur la question des effets de rattrapage à l'échelle historique, il y a un élément que l'on n'a pas encore évoqué et qui nous ramène à ce débat sur le souverainisme ou sur la souveraineté. Lorsqu'on parle de la question de la souveraineté en France, dans un pays ayant rejoint l'euro, ou en Pologne et en Hongrie, on parle, me semble-t-il, de deux choses différentes. J'évoque cette question parce qu'elle est déterminante pour la réponse que nous socialistes français devons apporter à la question qui m'a été posée... Pour moi, Pervenche Berès, socialiste française engagée depuis le premier jour pour que nous rejoignons l'euro, nous avons vécu trop longtemps dans une ambiguïté créatrice en sachant où nous devions aller et en pensant que la méthode des petits pas de l'engrenage allait opérer. Or, cela n'a pas fonctionné, parce que les espaces de souveraineté qui ont été laissés aux États membres pour permettre la coopération en intelligence se sont transformés en une machine de concurrence entre les États qui mine totalement les bases du projet, que ce soit dans le domaine social ou dans le domaine fiscal. Je reste convaincue que, face à la mondialisation, l'euro est un atout. C'est pourquoi nous devons clarifier notre rapport à ce partage de souveraineté qu'implique l'euro, c'est le sens de cette démarche que j'ai engagée depuis plus d'un an avec la Fondation Jean-Jaurès. La France doit clarifier son rapport à l'Europe, accepter de penser la question de l'euro comme une question d'union politique et l'assumer.

En revanche, quand on parle de la question de la souveraineté pour la Pologne ou pour la Hongrie, on est dans un contexte radicalement différent. Ces deux pays, comme tous les pays de l'ancien

bloc soviétique ou communiste, ont adhéré à l'Union européenne avec une même logique de l'engrenage économique, mais dans un contexte où la question de la souveraineté se posait de manière différente. Au motif de la pensée progressiste et de l'engrenage inéluctable vers plus de progrès grâce à l'intégration économique, on a percuté la question du retour de la souveraineté pour des États qui en avaient été privés pendant tant d'années et qui ont fait jouer, et font aujourd'hui jouer à plein, l'effet de rattrapage.

De toute façon, les effets secondaires du Brexit s'inviteront dans les campagnes électorales de 2017 en France. Marine Le Pen fera campagne pour organiser un « Frexit », un référendum avec toute la perversité qu'il peut y avoir dans la question posée. En effet, quelle question poser aux Français ? Il n'y a pas de renégociation *a priori*. C'est : « Vous voulez être dedans ou dehors ? » Alors que la seule chose que nous devons dire, est : « Nous voulons changer cette donne parce que l'idée sociale-démocrate n'est pas assez à l'œuvre à l'échelle européenne. » Mais nous devons être très vigilants. Encore une fois, j'étais contre le Brexit, mais ce n'est pas moi qui ai voté et je ne suis pas responsable du résultat. Maintenant que le résultat est là, il doit être clair. Je crois que ce qui s'est passé en France après le référendum de 2005 sur le projet de constitution européenne a beaucoup alimenté, non seulement le Front national, mais aussi l'idée de la fracture entre les élites et la classe politique, et l'opinion publique en général. Si l'idée que l'on peut faire revoter se réalisait, on ferait gagner les marchés contre la démocratie. Et si les marchés l'emportaient conduisant finalement à ne pas modifier le statut du Royaume-Uni, le Front national pourra très bien inviter à un vote défouloir, puisque cela n'aurait *a priori* pas de conséquences effectives. Même si l'on n'a pas toujours la focale internationale en ligne de mire dans les campagnes

présidentielles en France, je crois que, cette fois-ci, on n'y échappera pas. Mon objectif est que le parti socialiste, avec le soutien de la Fondation Jean-Jaurès, soit armé pour ce débat qui sera au cœur de la campagne présidentielle l'année prochaine.

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN  
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-101-1

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS  
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS  
[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

Une publication conjointe de la Fondation Jean-Jaurès  
et de la Fondation européenne d'études progressistes,  
avec le soutien du Parlement européen



Réalisation : REFLETS GRAPHICS  
Imprimé en France par l'imprimerie BURELOR

OCTOBRE 2016

**PERVENCHE BERES  
JEAN-YVES CAMUS  
ALEXIS LACROIX**

---

## **LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU FRONT NATIONAL**

Quelles sont les stratégies du Front national à l'international ? Avec qui ce parti tisse-t-il des liens, notamment au Parlement européen depuis les élections européennes de 2014 ? Comment se traduit dans ses propositions en matière de politique étrangère l'idée selon laquelle aucun échelon de pouvoir n'est supérieur à l'État nation ?

Au lendemain du vote sur le Brexit, l'Observatoire des radicalités politiques, en partenariat avec la Délégation socialiste française au Parlement européen et le journal *Marianne*, s'est penché sur ces questions lors d'un débat organisé à la Fondation Jean-Jaurès à Paris le 18 juillet 2016.

Cette publication en retrace les principaux échanges.

**Pervenche Berès** est députée européenne, présidente de la Délégation socialiste française au Parlement européen et administratrice de la Fondation Jean-Jaurès.

**Jean-Yves Camus** est directeur de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès.

**Alexis Lacroix** est directeur adjoint de la rédaction du journal *Marianne*.

[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)



ISBN : 978-2-36244-101-1

3 €

FOUNDATION FOR EUROPEAN  
PROGRESSIVE STUDIES  
FONDATION EUROPÉENNE  
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



Fondation  
**Jean Jaurès**